

Déclaration liminaire au point Info Douane Service

Monsieur le Président,

Avant que ne soit abordé le sujet de l'implantation du centre de renseignement « **INFOS DOUANES SERVICE** », les représentants du personnel CFDT souhaitent porter à votre connaissance les modalités d'évolution de ce dossier à Valenciennes, pour une double raison :

- le traitement appliqué localement à la gestion de ce dossier est particulièrement révélateur de la méthode souverainiste adoptée par le directeur régional en place,
- si l'étude, engagée en réponse aux revendications du personnel, amenait l'administration à retenir la candidature de Valenciennes pour l'accueil de ce service à compétence nationale, cette décision ne doit en aucun cas être liée à la suppression ou au maintien de la DR de Valenciennes.

Dans un précédent courrier adressé en date du 7 décembre 2004, les représentants locaux du personnel, réunis en intersyndicale, vous avaient fait part, Monsieur le Président, de la stupeur générale ressentie par les agents de la circonscription quand ils ont appris que s'était tenu, le 1^{er} décembre dernier, un groupe de travail se prononçant sur l'implantation du centre de renseignements à Rouen, et de l'indignation soulevée par la position contre le projet d'étude de sa création à Valenciennes prise unilatéralement par Monsieur Patrick OLLIVIER en réponse à une proposition qui lui avait été formulée dès le 1^{er} juin 2004.

Ce dernier justifiait son refus par l'absence de personnel répondant au profil requis pour cette mission d'information de premier niveau à destination des particuliers et des entreprises non familiarisés avec les réglementations douanières. Sous prétexte qu'il est « le patron à Valenciennes » et que, par conséquent, « c'est lui qui décide », Monsieur OLLIVIER applique, sans état d'âme, une politique, menée au pas de charge, de destruction massive des services, sans concertation préalable avec les représentants du personnel, considérant le dialogue social comme un frein à son action.

A ce rythme, la direction de Valenciennes a rendu 120 emplois à l'issue des deux réformes successives opérées dans la branche de la surveillance et dans le domaine des contributions indirectes ; dorénavant, pas moins de huit brigades (ou antennes) et deux recettes, une division et deux subdivisions, ont été fermées.

Les restructurations annoncées, visant les services AG et le dispositif du renseignement, menacent environ soixante autres postes.

A cette cadence, et compte tenu des perspectives envisageables de départs prochains d'agents à la retraite, seul un recrutement massif sera, à terme, garant du maintien de structures viables rattachées à une division réduite à la taille minimale dans un bassin de population important.

A un moment où, dans une région placée, au cœur de l'Europe, au contact direct de marchés d'approvisionnement alimentant les trafics les plus divers qui ne cessent de se rapprocher de notre bonne vieille frontière franco-belge (il est en effet révolu le temps où les Pays-Bas constituaient le seul supermarché des produits stupéfiants, désormais la drogue est achetée à Mons ou à Charleroi, respectivement distantes de Valenciennes de vingt et quarante kilomètres), la Douane adopterait une stratégie inspirée de l'adage « **COURAGE, FUYONS !** ».

A l'occasion d'une réunion à laquelle était convié l'ensemble du personnel de SES bureaux particuliers, en date du 4 février dernier, Monsieur OLLIVIER a rappelé qu'il n'était pas, et qu'il n'est toujours pas- sera-t-il jamais un jour ?- favorable à l'implantation du centre de renseignement à Valenciennes. Selon ses prédictions, il doute de la pérennité d'un tel projet. En son intime conviction, il remet en cause l'intérêt d'une mission ingrate et peu valorisante. Par contre, il s'émeut que la position des organisations syndicales ait télescopé son projet personnel de maintien à Valenciennes de structures d'administration générale qu'il aurait proposé à la direction générale.

Cependant, en valeureux vaincu, face à la tendance annoncée en faveur de la candidature valenciennoise, il assurerait une bonne installation de la structure, exhortant ses collaborateurs, qu'il juge pourtant si peu compétents, à en faire de même. Désormais, il s'en remet à la décision qui sera prise par l'administration, après avoir annoncé qu'il s'opposerait coûte que coûte au projet. Toutefois, il assure que « ce sera l'implantation du centre INFO DOUANES SERVICE et rien d'autre », foi de directeur régional !

Nous ne pouvons accepter un tel discours alors que vous ne cessez de dire que les réformes ne sont pas ficelées d'avance et que le dialogue social se poursuit.

La CFDT a déjà démontré qu'elle ne s'opposait pas à une réforme de l'Administration pour peu qu'elle ait pour finalité une modernisation de ses structures et qu'elle ne s'opère pas au détriment d'un personnel motivé, compétent, attaché à ses racines et à ses cultures régionales... quoiqu'en dise Monsieur OLLIVIER.

Les représentants CFDT se tiennent à votre disposition pour relever, dans le dialogue et la concertation sociale, le défi de la réorganisation d'une administration dont le rôle et le savoir-faire dans le domaine de la lutte contre les grands trafics sont largement appréciés dans l'opinion publique.